



الجمعية المغربية لحقوق الإنسان - فرع الناظور

ⵜⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵏⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵏⴷⴰⵢⵜ

Association Marocaine des Droits Humains – Section Nador–

العنوان: بلوك لالة أمينة، الطابق الأول رقم 34 لعري الشيخ الناظور

جمعية غير حكومية، تأسست في 24 يونيو 1979، معترف لها بصفة المنفعة العامة (مرسوم رقم 2.00.405 – 24 أبريل 2000)
ONG constituée le 24 juin 1979, reconnue d'utilité publique (Décret n° 2.00.405 du 24 Avril 2000)

LA TRAGEDIE AU POSTE FRONTALIER DE BARIO CHINO

UN CRIME IGNOBLE DES POLITIQUES MIGRATOIRES EUROPEENNES ESPAGNOLES ET MAROCAINES

Ce rapport a été élaboré suite à la tragédie survenue le 24/6/2022 au poste frontalier de Bario chino entre Nador et Melilla qui a coûté la vie à 27 demandeurs d'asile et des dizaines de disparus (64 cas), de blessés et des centaines de refoulés à cause d'une répression sans précédente des autorités marocaines avec la complicité de leurs homologues espagnoles.

Cette tragédie, par ce qu'elle a été mieux documentée et plus médiatisée, ne doit pas nous faire oublier que des centaines de migrants subsahariens et maghrébins, dont beaucoup de femmes et d'enfant perdent leur vie chaque année sur des voies de migration en mer devenues plus meurtrières à l'instar des voies des îles canaries ou du nord vers l'Espagne.

A tous ces victimes des politiques migratoires mortifères, AMDH Nador présente ses vives condoléances à toute la communauté migrante et à tous les peuples d'Afrique.

D'autre part, ce travail documenté ne pouvait pas être réalisé sans l'abnégation et le dévouement total des membres d'AMDH Nador aux causes justes des demandeurs d'asile qui souffrent depuis de longues années sur cette voie de migration Nador- Melilla.

Grâce à leur travail d'équipe bénévole et de terrain, ils ont pu transmettre à tout le monde les horreurs et les crimes commis par des politiques migratoires de plus en plus mortifères.

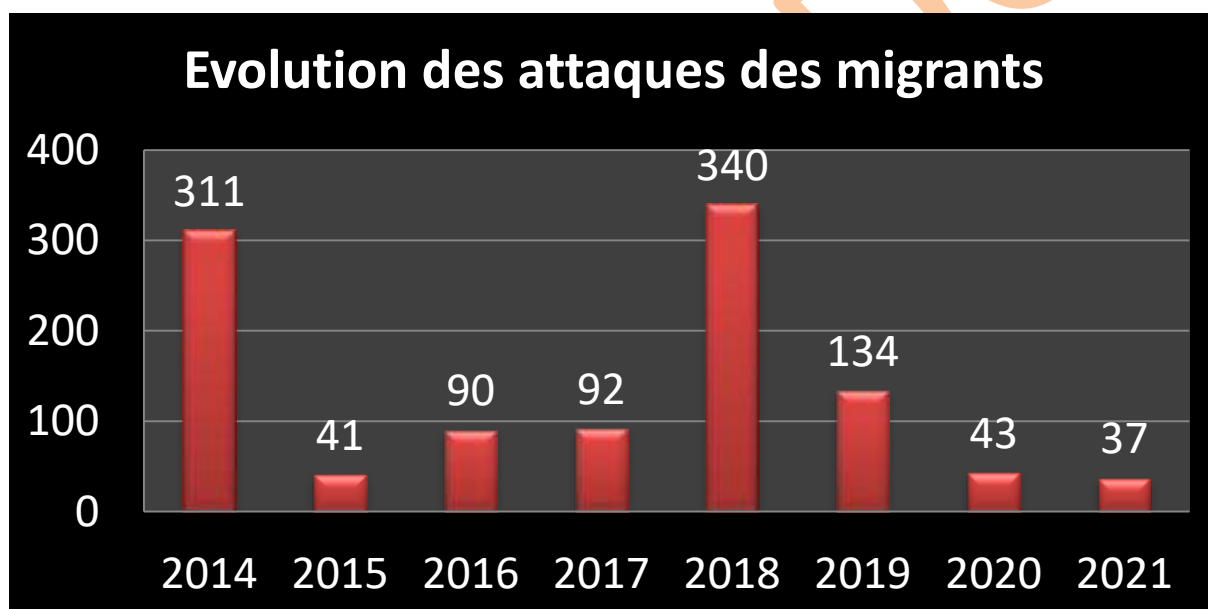
Recevez mes camarades tous mes remerciements et gratitude pour votre engagement au service des droits humains.

Le contexte

Pour bien comprendre la tragédie du vendredi 24 juin 2022 au poste frontalier de Bario Chino entre Beni Ensar et Melilla, il est nécessaire de revenir au contexte qui a marqué la période d'avant cette date au niveau régional et local.

Localement, ce contexte a été marqué par une nette diminution dans les indicateurs qui marquent l'exercice du rôle de gendarmerie par le Maroc :

Contrairement aux années précédentes, les années 2020 et 2021 ont enregistré une chute des attaques des campements des migrants en forêt par les autorités marocaines. 37 attaques seulement en 2021 contre 340 attaques en 2018 par exemple. Cette nette diminution a été maintenue pendant les 3 premiers mois de 2022 pendant lesquels AMDH Nador n'a enregistré aucune attaque des campements.



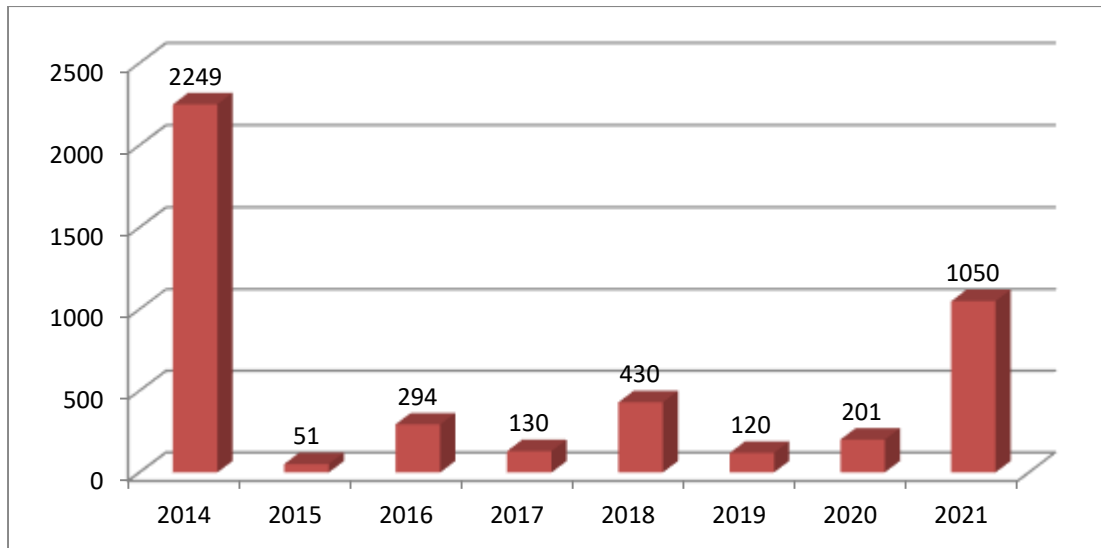
Pendant la même période, les tentatives à la barrière ont enregistré une nette augmentation avec près de 1050 boozas en 2021 contre 120 seulement en 2019 marquant ainsi la plus importante augmentation depuis 2014.

Cette situation qui a prévalu pendant toute la période de gel de relations maroco-espagnole caractérisée par une chute des attaques des campements et une augmentation des tentatives à la barrière, va être complètement bouleversée dès la fin du mois de mars 2022 date de la normalisation progressive de ces relations.

Ainsi, les attaques des campements en forêt ont été reprises avec une cadence très élevée et les assauts à la barrière ont chuté pendant les mois d'avril et Mai jusqu'au 24 juin. 31 attaques des campements et ratissages en forêt ont été effectués par les autorités marocaines pendant cette période de 84 jours seulement, soit presque l'équivalent du total des attaques effectuées pendant toute l'année 2021 et aucune tentative d'ensemble n'a été enregistrée à

la barrière, alors que pendant la période d'avant cette normalisation de janvier 2022 au 13 mars, aucune attaque n'a été opérée contre les campements des migrants en forêt.

Evolution des tentatives à la barrière et des booza.



Cette politique de deux poids deux mesures mettant en jeu la vie, la santé et l'avenir de nos compatriotes africains, montre bien la relation de cause à effet entre l'exercice du rôle de gendarme par le Maroc et l'ampleur et la gravité des violations commises.

Situation dans les campements avant le 24 juin.

Au début du mois de juin et après le rassemblement de près de 1500 migrants sur les hauteurs des campements Lakhmis akdim et bekoya. L'usage de drones et d'agents sur place a été utilisé par les autorités pour contrôler les effectifs et les déplacements quotidiens des migrants. Pendant 18 jours, les attaques étaient presque quotidiennes pour essayer de déloger les migrants.

Contrairement à la période précédente pendant laquelle les forces auxiliaires étaient les seules forces mobilisées sur le terrain pour l'attaque des campements, cette fois ci toutes les catégories ont été mobilisées, à savoir la gendarmerie, la police mobile en plus des forces auxiliaires et des agents d'autorité sous la supervision et la participation personnelle du Gouverneur de Nador et des commandants de la gendarmerie et des forces auxiliaires.

Des attaques violentes pendant lesquels les migrants sont traqués et arrêtés, les campements détruits et les biens confisqués ou brûlés y compris la nourriture stockée.

Les attaques les plus grandes et les plus violentes ont été enregistrées les jours 7-15 avril, le 23 mai et les 17-18-19-20 et 23 juin au cours desquels une mobilisation surprenante des forces marocaines a été constatée pour déloger de force les centaines de migrants installés sur les forêts de Bekoya et Lakhmis akdim.

Si au début de cette période, les attaques des autorités n'ont pas connu d'affrontements violents avec les migrants qui se contentaient de quitter les campements pendant l'attaque et de revenir après, cette donne va changer à partir du 23 mai où on va assister pendant chaque attaque à des affrontements très violents entre les deux parties avec usage de pierre d'un côté et gaz lacrymogène de l'autre côté.

Ces affrontements violents ont causé des dizaines de blessés des deux côtés et plusieurs arrestations dans les rangs des demandeurs d'asile qui sont encore poursuivis en justice ou refoulés vers d'autres villes marocaines. Dans la majorité des cas, les blessés des forces publiques ont été reçus à l'hôpital de Nador, ceux dans les rangs des migrants sont restés en forets par crainte d'être arrêtés.

Il s'agit de la seule période où les demandeurs d'asile ont eu recours à des violences par l'usage de pierre contre les forces publiques en réponse à des attaques presque quotidiennes des autorités, destructions de leurs abris et nourritures et leur encerclement devenu de plus en plus sévère.

L'acharnement presque quotidien des autorités contre les migrants dans les forêts bien qu'ils soient très loin de Melilla (Lakhmis Akdim, Afrah, Bekoya situés à presque 20 kms de la barrière de Melilla) a atteint son comble lorsque les autorités ont poussé les commerçants proches des campements à ne rien vendre aux migrants y compris la nourriture et la coupure des eaux de la borne fontaine située à Bekoya d'où s'approvisionnait une grande partie des migrants. A partir du mi-mai, des auxiliaires d'autorités passaient souvent chez ces commerçants pour les aviser de ne rien vendre aux migrants.

Cet encerclement du jamais vu et qui, met en évidence les nouvelles pratiques inhumaines dans le rôle de gendarme réactivé avec force juste après la normalisation des relations maroco-espagnoles, a poussé les centaines de demandeurs d'asile la nuit du 18 juin à se déplacer tous vers la partie sud du mont de Gourougou. Pendant les 5 jours de leur campement dans cette zone, les migrants ont été, encore une fois, attaqués quotidiennement pour les empêcher de s'installer dans ce campement distant de Melilla de presque 6kms.

Le jour du 23 juin a été le plus dur avec une attaque violente des autorités composées de centaines de gendarmes, de policiers, des forces auxiliaires et des agents d'autorités relevant du Ministère de l'Intérieur. Après un avertissement donné aux migrants de quitter le campement dans un délai de 24h, les autorités ont opéré l'attaque vers 9h du matin, suite à laquelle des affrontements violents ont eu lieu causant plusieurs blessés des deux côtés avec un usage excessif de bombes fumigènes par les autorités pour disperser les migrants. Ces affrontements n'ont cessé que vers 18h après le retrait des migrants retirés vers une autre montagne.

L'incendie du campement d'Izenoudene.

Il s'agit de l'incendie qui s'est déclenchée le matin du 23 juin vers 11h après presque deux heures du début de l'attaque des autorités du campement des migrants situé au nord du douar d'Izenouden à Gourougou. Cet incendie qui n'a touché que peu d'arbres, a surtout atteint des espaces de brousses et d'arbuste.

Tous les témoignages recueillis auprès des migrants, nous ont confirmé que devant l'usage de pierres par les demandeurs d'asile dans ces affrontements, les autorités ont eu recours à un usage excessif de bombes fumigènes qui selon eux étaient l'unique cause derrière cet incendie complètement maîtrisée la soirée du samedi 25 juin.

AMDH Nador qui ne peut ni confirmer ni infirmer cette hypothèse, trouve tout de même totalement imprudent le recours, pour la première fois, à cet usage excessif de bombes fumigènes dans un milieu forestier, tout en sachant que cet usage peut déclencher des incendies graves (jamais l'usage de gaz lacrymogène n'a été utilisé contre les campements en forêt pendant toutes les années précédentes).

Ces mêmes témoignages nous ont confirmé qu'après avoir tenté vainement d'éteindre l'incendie par le peu de moyens qu'ils avaient, les demandeurs d'asile se sont réfugiés plus haut dans le mont Gourougou où ils sont restés toute la nuit avant d'entamer leur descente vers le poste frontalier de Bario Chino le lendemain vendredi 24 juin vers 8h du matin.

C'est là, deux nouveaux comportements des autorités d'une dangerosité et d'une cruauté sans précédent : attaquer des campements forestiers par des bombes fumigènes et essayer de pratiquer un blocus alimentaire contre des centaines de migrants. Deux nouvelles pratiques dans le rôle de gendarme que joue le Maroc dans le cadre de la nouvelle période de coopération maroco-espagnole.

C'est dans ces conditions sévères et inhumaines (des jours d'attaques et d'affrontement, épuisés, traqués, mal nourris, sans rien manger pendant toute la nuit à cause de la destruction du peu de nourritures qu'ils avaient pu procurer malgré le blocus des autorités imposé aux commerçants) que les migrants en nombre de 1500, munis de bâtons et de pierres, se sont dirigés vers la barrière de Melilla.

Itinéraires des migrants depuis les campements de bekouya situés à 20 km de Melilla où ils étaient attaqués quotidiennement jusqu'au campement d'Izenouden à Gourougou d'où ils ont entamé leur descente vers le poste frontalier de Bario Chino le 24/6/2022.



Profile des participants

La plupart des migrants qui ont participé à cette tentative sont originaires des zones de guerre au Soudan, au Sud Soudan et au Tchad (Darfour, kordofane, Est du Tchad...). Une situation comparable à celle en Ukraine, sauf que dans ce cas, les demandeurs d'asile devraient sauter une des barrières les plus dangereuse et les plus militarisée pour pouvoir présenter leurs demandes d'asile et bénéficier d'une protection internationale.

Il s'agit dans la majorité des cas de demandeurs d'asile installés au Maroc depuis plusieurs mois et parfois des années qui ont accédé au pays à partir des territoires algériens généralement après un passage plus ou moins long par la Libye. L'itinéraire suivi depuis la Libye passe par les villes du sud algérien vers la frontière marocaine au sud de Tiouli ou parfois de Doghmaniya pour traverser la frontière et se concentrer principalement à Oujda où une grande partie parmi eux prend contact avec le point focal du HCR pour déposer une demande d'asile.

Ces itinéraires, qui s'appuient sur les témoignages des migrants, contredisent le contenu des procès verbaux de la police et de la gendarmerie établis pour les 65 accusés et qui parlaient d'un passage obligatoire de tous les migrants par la ville algérienne de Maghnia située plus au nord.

Par petits groupes, ces demandeurs d'asile ont regagné par la suite les forêts de Nador où la majorité d'entre eux a été installée bien avant la normalisation des relations marocco-espagnoles (déplacement plus facile pendant cette période de crise d'Oujda vers Nador).

Ces demandeurs d'asile, dont une partie importante a participé aux tentatives de Mars et qui voyaient des centaines de leurs compagnons passer la frontière vers Melilla sans grand problème, n'arrivaient pas à comprendre pourquoi les autorités marocaines font tout maintenant, non seulement pour qu'ils n'arrivent pas à la barrière, mais pour les chasser définitivement de leurs campements.

Le jour du 24 juin 2022.

Sur leur trajet depuis les hauteurs de Gourougou vers la frontière qui a duré presque une heure, les 1500 demandeurs d'asile n'ont rencontré aucune manœuvre des autorités marocaine pour stopper leur avancée vers la barrière ou les disperser, même en passant devant la caserne des forces auxiliaires située sur les hauteurs de Gourougou. Comme si les autorités ont préféré les attendre une fois arrivés à la barrière de Melilla où toutes les forces ont été mobilisées.

C'est là une question fondamentale pour comprendre ce qui va arriver par la suite : pourquoi les autorités ont fait tout pendant les jours précédents pour disperser les migrants et les éloigner de la barrière (attaques des campements, arrestations, affrontements, usage de gaz lacrymogènes...) lorsqu'ils étaient très loin de la frontière et pourquoi pendant leur avancée finale de leur dernier campements vers la barrière (trajet de presque 6kms), les autorités qui étaient sur le terrain n'ont rien fait pour les disperser avant d'atteindre la barrière?

Ce changement de stratégie de la part des autorités et leur inaction pendant tout le trajet de 6 Kms ne peut être expliqué que par un désir d'intervention contre les migrants à la barrière pour bénéficier d'un avantage topographique et une fois que les migrants seraient débarrassés des pierres et des bâtons qu'ils portaient.

La décision d'attaquer violemment les demandeurs d'asile une fois arrivés à la barrière qui étaient dépourvus de pierres et de matraques, est sans doute la cause principale derrière le bilan très lourd en morts, blessés, arrêtés et refoulés, étant donné, qu'à ce moment précise, les demandeurs d'asile n'avaient pour seul objectif que de sauter les barrières et non pas engager des affrontements avec les forces marocaines.

Laisser les demandeurs d'asile arriver jusqu'à la barrière pour opérer contre eux ces attaques très violentes avec ce bilan très lourd, qu'on pouvait sûrement éviter, n'est probablement justifié que par un désir de montrer au partenaire espagnol tout près de ces yeux de quoi le côté marocain est capable et jusqu'où il peut aller pour stopper les flux migratoires lorsqu'on est partenaire.

Le but est de montrer jusqu'à quel point, le côté marocain peut aller d'une situation extrême à une autre : des tentatives du 2-3 et 8 mars qui étaient les plus massives (plus de 2500 migrants y ont participé, sans aucun mort, quelques blessés et près de 900 booza) dans le contexte de gel des relations maroco-espagnoles, on a passé à des dizaines de morts et de blessés et 133 booza seulement dans le cadre d'une tentative massive mais moins importante (près de 1500 participants) dans un contexte marqué par le retour des relations.

Sans problèmes, les demandeurs d'asile sont arrivés vers 9h au poste frontalier de Bario Chino et ont essayé d'ouvrir le portail principal et d'escalader par la suite les barrières sans aucune scène de panique et sans enregistrer aucune bousculade. Quelques minutes après, les forces marocaines qui ont pris position plus loin sur la voie de contournement qui longe la barrière, ont commencé à attaquer les migrants par jet de pierre et bombes fumigènes. C'est à ce moment-là que les premières victimes dans les rangs des demandeurs d'asile sont tombées à terre peut être par suffocation ou par jet de pierre, bien avant l'intervention en corps à corps des autorités.

Il est clair qu'à partir de ce moment, l'objectif de ces violences des autorités contre des migrants (débarassés des bâtons et des pierres qu'ils portaient avant), n'étaient pas une réponse aux violences des migrants armés, mais surtout pour les empêcher à tout prix d'atteindre la ville occupée de Melilla. Pour atteindre ce but, les forces marocaines qui recevaient encore des renforts accentuaient leur usage de gaz lacrymogène.

Le désir d'arriver rapidement vers Melilla et fuir la répression des autorités marocaines par leur intervention musclée et directe au poste frontalier de bario chino a créé des bousculades graves au niveau de deux points rapprochés de la barrière. Ces bousculades de peur, de panique et de manque de vision aggravées par des chutes du haut des barrières (causées par les migrants eux même ou par les violences des autorités en utilisant des matraques ou des pierres), ont été derrière le deuxième bilan des victimes en morts et blessés après presque une heure de bombardement de centaines de migrants dans un endroit encerclé par du gaz lacrymogène.

Par cet usage excessif de gaz contre des centaines de migrants regroupés sur un espace encerclé y compris ceux qui étaient au haut de la barrière, les autorités marocaines ont essayé d'empêcher l'arrivée des demandeurs d'asile à Melilla, avant de donner l'assaut contre les demandeurs d'asile vers 10h30mns après avoir diligentés plus de forces auxiliaires, de militaires et de gendarmes.

Il est important de signaler qu'à ce stade des violences des autorités qui a causé deux vagues de blessés et peut être des morts, aucune ambulance n'a été mobilisée pour secourir et transporter les blessés vers l'hôpital. Les autorités étaient concentrées totalement sur la répression des migrants pour stopper à tout prix leur avancée vers Melilla.

C'est à partir de cet heure et après arrêt des jets de bombes fumigènes que va débiter la phase la plus choquante pendant laquelle on a constaté les comportements les plus cruels, inhumains et dégradant avec l'intervention musclée de centaines d'agents marocains directement auprès des migrants : violences plus généralisée (matraques, coups de pieds et jets de pierres) sur les différentes parties du corps contre des demandeurs d'asile qui étaient à terre, à bout de souffle, blessés, évanouis et épuisés.

Une partie de l'appareil répressif a été orientée vers les migrants qui escaladaient toujours les barrières. Par jet de pierre ou matraques au dos et aux pieds, des dizaines de migrants ont chuté avant d'être arrêtés et trainés sous les coups de matraques vers une zone de concentration délimitée par les autorités.

Comme un goulot d'étranglement d'à peine 200 m² de surface, Les migrants blessés y étaient entassés à terre l'un sur l'autre. Certains ne donnaient plus signe de vie continuaient à recevoir des coups de matraque et de pieds de la part des forces publiques marocaines. Malgré l'étroitesse de ce lieu, les éléments de la police et des forces auxiliaires continuaient de ramener les migrants arrêtés avant et après la barrière en les poussant violemment au-dessus des migrants à terre malgré leurs blessures, fractures et leurs difficultés à respirer après une heure de gaz lacrymogènes.

A l'heure où les migrants gravement blessés, empilés les uns sur les autres, demandaient de l'aide et poussaient des gémissements de douleur et d'agonie, les forces publiques continuaient de trainer avec violence les migrants arrêtés avant de les entasser sur leurs compatriotes sans tenir compte de leur état de santé. Pour menotter les migrants et les mettre à terre sur leur ventre, certains migrants ont été piétinés tout en continuant à recevoir les coups injustifiés des forces publiques.

C'est au cours de ces traitements les plus cruels et en se basant sur les témoignages concordant des survivants refoulés, qu'AMDH Nador a pu identifier les premières victimes mortes sur le champ. Il s'agit de : Kussay Ismail Abdelkader, Mohannad Maamoun Aissa, Abderrahim Abdellatif Ali (Hanine) et Abdelaaziz Yaakoub (Anwar).

Les autorités qui pouvaient élargir cet espace de concentration des migrants et les traiter convenablement en les mettant l'un à côté de l'autre et dépêcher les ambulances et les équipes de secours, ont préféré agir inhumainement en entassant les morts et les blessés l'un sur l'autre pendant des heures mettant en danger la vie des survivants dans une scène apocalyptique qui montre le mépris total et le degré de vengeance vis-à-vis des migrants.

Les 20 enregistrements vidéo dont dispose AMDH Nador, dont seulement une partie a été publiée, prouvent ces traitements cruels, inhumains et dégradants des autorités marocaines contre des êtres humains blessés en détresse ou morts qui étaient empilés à terre sans aucun secours sur place, mais toujours encerclés par des dizaines d'agents publics. Sur certains vidéos dont dispose AMDH nador, on peut distinguer clairement plusieurs corps de migrants jonchant le sol sans aucun signe de vie complètement inertes, alors que les agents marocains

(forces auxiliaires, police et gendarmes) continuaient de ramener les demandeurs d'asile de l'intérieur de la barrière en les poussant avec violence l'un sur l'autre.

Certains de ces passages vidéo montrent sans aucun doute que l'usage de gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc a été utilisé aussi par la police et la guardia civile espagnole contre les demandeurs d'asile, lorsqu'ils étaient encore du côté marocain coincés à l'entrée du passage de Barrio chino.

Cette intervention répressive du côté espagnol a sans doute été derrière l'augmentation du nombre de victimes tombés par suffocation et montre clairement le niveau de coordination locale entre les deux pays : le gaz lacrymogène marocain s'est mélangé avec celui des espagnols tirés dans deux sens opposés pour nuire au maximum et faire tomber plus de victimes.

Ces comportements cruels, inhumains et dégradant se sont poursuivis plus de 2h sans discontinuité devant les yeux des responsables marocains qui ne sont pas intervenus auprès de leurs agents sur le terrain pour stopper leurs violences. Traîner les victimes blessées par leurs membres postérieurs et les empiler par dizaines l'un sur l'autre au-dessus desquelles on poussait violemment d'autres migrants était d'une grande cruauté.

Même lorsque, les 4 ambulances (qui étaient au début sur place) commençaient à être mobilisées vers 11h 30 et au lieu de commencer par les migrants gravement blessés, les autorités ont préféré dégager les cadavres qui sont arrivés les premiers à l'hôpital hassani. Par la suite, la mobilisation de plus d'ambulances a permis de transporter une grande partie des blessés, mais avec un grand retard.

Le dernier trajet des ambulances a été enregistré vers 21h. Pendant toute cette longue période de presque 9h, aucun secours n'a été procuré aux blessés ni par les marocains ni par les espagnoles qui, à quelques mètres seulement avaient plusieurs ambulances sur place.

Cette non-assistance de personnes en danger montre le vrai visage des politiques migratoires espagnoles et de la coopération maroco-espagnole centrées exclusivement sur le contrôle sécuritaire au lieu de sauver des vies.

Les bus de refoulement qui étaient présents en nombre de 9 sur le site ont été mobilisés plus rapidement que les ambulances et les moyens de secours (9 bus de refoulement contre 4 ambulances seulement au début), ce qui met en évidence que le souci principal des autorités, qui ne s'attendaient peut-être pas à ce bilan très lourd en morts et blessés, était d'arrêter et de refouler le maximum de demandeurs d'asile.

A partir de 16h, près de 500 demandeurs d'asile parmi eux beaucoup de blessés ont été embarqués dans des bus et refoulés vers différentes régions du Maroc (Beni Mellal, kelaa Sraghna, chichaoua en empruntant l'itinéraire Nador- Taourirt- Meknes- Beni Mellal- Marrakech- Chichaoua long de 890 Kms, soit 12H de route, au cours desquelles aucune

nourriture n'a été distribuée aux refoulés et au bout desquelles, les demandeurs d'asile blessés et épuisés ont été « largués » dans ces zones sans aucune aide ni alimentaire ni médicale.

Plusieurs cas ont pu être transportés par leurs collègues ou à l'aide de citoyens marocains vers les hôpitaux de Marrakech, Agadir, Beni Mellal, Casablanca et Rabat pour recevoir des soins.

Grace aux témoignages des migrants appuyés par des photos du défunt, AMDH Nador a pu documenter la mort d'au moins un migrant dans ces bus de refoulement. Il s'agit du jeune soudanais originaire de Darfour centre Zalinji nommé Abdenacer Mohamed Ahmed mort la nuit du 24-25 directement après son embarquement blessé dans un bus de refoulement.

Deux tentatives massives et deux comportements différents.

Pour mesurer le degré d'opportunisme dans les politiques migratoires marocaines et espagnoles et leur exploitation des souffrances des demandeurs d'asile pour des raisons politiques, économiques et financières, une comparaison s'impose entre les tentatives du début mars dans un contexte de gel des relations maroco-espagnoles et la tentative du 24 juin opérée en plein normalisation des relations entre les deux pays.

En une semaine seulement les 2-3 et 8 mars, trois importants assauts à la barrière de Melilla ont été enregistrés, au cours desquelles près de 2500 migrants ont participé (et c'était la première fois qu'on enregistre des tentatives successives). Au cours de ces 3 assauts opérés dans un contexte de gel des relations, Près de 900 migrants ont réussi d'atteindre Melilla, quelques blessés seulement, mais aucun mort n'a été enregistré.

Avec la tentative du 24 juin qui était moins importante (1500 participants), on a passé au bilan le plus lourd de toute l'histoire de la migration à travers les barrières avec des dizaines de morts, de disparus et de blessés et 133 boozas seulement dans un contexte marqué par le retour des relations maroco-espagnoles.

Il s'agit de la même route migratoire, des mêmes acteurs et des mêmes demandeurs d'asile sujets à deux comportements extrêmes pendant une courte période, ce qui met en exergue d'une manière claire, l'exploitation de cette masse de demandeurs d'asile dans le jeu politique entre le Maroc et l'Espagne. Le seul élément nouveau est le retour des relations entre les deux pays à partir du 14 mars et les rencontres qui en découlaient entre les deux ministres de l'intérieur marocain et espagnoles.

Mettre la vie et le sort d'êtres humains, qui ont besoin de protection internationale au milieu d'un jeu politique qui a coûté la vie à plusieurs demandeurs d'asile, constitue le vrai contenu des politiques migratoires marocaines et espagnoles.

Tentative d'enterrement à la hâte.

Dès le lendemain de la tragédie du 24 juin et après avoir constaté l'ampleur de la tragédie, AMDH Nador avait alertée contre une tentative préméditée des autorités de les enterrer rapidement sans identification et sans autopsie.

Le 26 juin 2022 à 12h15, en déplacement au cimetière de Sidi Salem à Nador, AMDH Nador a constaté une présence inhabituelle d'agents d'autorités (Pacha de Nador, Caid du 4^{ème} arrondissement et plusieurs auxiliaires d'autorité) en train de superviser le creusement de 21 tombes dans la partie du cimetière réservée aux migrants par des ouvriers. Le nombre de 21 tombes a été confirmé par l'un des responsables du cimetière qui a déclaré à AMDH Nador avoir reçu l'ordre de préparer 21 tombes pour les migrants.

La publication de photos de cette opération de creusement de tombes sur la page d'AMDH Nador et la mobilisation qui s'est en suit pour dénoncer tout enterrement clandestin avec le déplacement de plusieurs journalistes internationaux et nationaux sur place, a sans doute poussé les autorités à abandonner cet enterrement après avoir finaliser le creusement de 16 tombes seulement.

Il ne peut pas s'agir d'une opération routinière de creusement et de préparation des tombes qui ne nécessite pas une supervision personnelle du Pacha de Nador. Même après l'annulation de cet enterrement à la hâte, les autorités ont monté la garde au cimetière pour interdire toute présence de journalistes. Comme ça été le cas pour le correspondant d'El Pais au Maroc interdit par le Pacha de Nador d'accéder au cimetière le 26 juin et reconduit au commissariat de Nador et deux journalistes d'EL Faro de Melilla bloqués par deux auxiliaires d'autorités le 27 juin qui se sont présentés comme des policiers pour demander aux journalistes leurs pièces d'identité.

Les cadavres à la Morgue.

Le samedi 25 juin vers 12h05, AMDH Nador a effectué une visite surprise à la morgue de Nador située à l'hôpital Hassani. Les deux portes qui étaient ouvertes pour aérer le milieu où régnait les odeurs de la mort, nous ont permis de constater l'ampleur du drame avec 15 cadavres de migrants jetés à terre portant des blessures apparentes à la tête au visage, à la poitrine et aux pieds gisant dans du sang fraîchement coagulé. Les trois paillasses qui ramenaient les cadavres des ambulances étaient encore tapissés de taches de sang des migrants.

Il ne s'agit que des cadavres qui étaient jetés à terre dans une scène cruelle et inhumaine qui frappe la dignité humaine sans parler des cadavres qui étaient peut-être déjà mis à l'intérieur des frigos.

Après avoir publié cette information, le contrôle policier de la morgue a été renforcé et aucune visite ne pouvait être effectuée avec un silence total des responsables. Cette interdiction s'est poursuivie même lorsque AMDH Nador, munis des photos de certains migrants portés disparus, a voulu s'assurer s'ils sont parmi les morts à la morgue.

La vérité sur les réseaux de trafic

Avec ce retour des relations, non seulement la main répressive s'est durcit localement au niveau des campements dans les forêts de Nador, mais on a constaté l'émergence d'un nouveau discours de criminalisation vis-à-vis des demandeurs d'asile en forêt en les accusant d'appartenir à des réseaux de trafic structurés.

Ce discours absent, au moins du côté, marocain avant le 14 mars est complètement fallacieux : depuis toujours, la migration par saut à travers la barrière de Melilla était une migration gratuite ouverte à tous les demandeurs d'asile qui y adhèrent sur décision personnelle en s'installant dans les campements de Gourougou sans rien payer à qui conque. C'est la voie de migration qui toujours attiré les migrants plus pauvres qui n'ont pas les moyens financiers pour payer une place dans un convoi en mer. D'ailleurs, le jour du 24 juin, lors de leur avancé vers la barrière de Melilla, les migrants dont leur majorité soudanais, sud-soudanais et tchadiens, ont été rejoints sans aucune contrainte par d'autres migrants de nationalités burkinabé, guinéenne, sénégalaise et autres pour participer à cette tentative.

Et pour un rappel historique, la migration par mer des subsahariens, qui est payante et complètement sous la main de réseaux de trafiquants, n'est apparue à Nador que depuis 2017, directement après la finalisation des travaux de construction de la 4eme barrière avec Melilla munie de lames tranchante. Devenue difficilement infranchissable avec une militarisation accrue de cette frontière, la migration s'est orientée vers la voie marine.

Dès 2017, AMDH Nador a montré dans ses rapports annuels que la réorientation de la migration des subsahariens vers la voie marine contrôlée par les réseaux de trafiquants n'était que la conséquence des politiques migratoires européennes et marocaines qui, en rendant la barrière presque infranchissable, ont surtout favorisé l'installation d'un marché de la migration sous la main de réseaux de trafic et de traite pour servir des intérêts devenus de plus en plus grandissant.

Cette réorientation vers la migration par mer qui, a connu son apogée les années 2017-2018 et 2019 à Nador et à Laâyoune, Tarfaya et Dakhla à partir de 2020 servait les intérêts des politiques migratoires marocaines et espagnoles : le Maroc avait besoin de plus d'effectifs de migrants pour faire plus de pression au moment opportun (la migration des pauvres par les barrières de Melilla et Ceuta, difficile à contrôler et à orienter, ne procuraient que 2000 à 3000 booza par année, alors qu'avec les convois en mer sous la main des réseaux de trafiquants, les booza ont presque triplé). L'Espagne de son côté cherchait à attirer plus de financements européens en se positionnant comme le pays qui prétend être envahis par les flux migratoires et offrir ainsi à certains milieux politiques espagnoles une base d'attirer plus d'électeurs.

Les refoulements à chaud.

AMDH Nador estime à presque 100 le nombre de demandeurs d'asile refoulés à chaud avec des scènes de violence graves contre eux de la part des agents espagnols et marocains qui ont pénétré au-delà de la barrière pour les récupérer.

AMDH Nador ne peut pas confirmer que parmi les 100 demandeurs d'asile refoulés à chaud, aucun n'a trouvé la mort par la suite avant ou après avoir été récupéré par les forces marocaines. Les autorités de Melilla, si elles se disent transparentes doivent divulguer les données des caméras de surveillance et de l'hélicoptère qui survolait la zone.

Comment peut-on accepter que les autorités espagnoles qui observaient de près comment les migrants sont traités par les forces marocaines, continuaient à les renvoyer sommairement en refoulement à chaud pour être battus du côté marocain. La responsabilité des autorités espagnoles est totale concernant le non-respect du droit d'asile et les violences subies par les 100 demandeurs d'asile refoulés.

Les principales violations commises.

Lors de cette tragédie, plusieurs violations des droits humains ont été commises par les autorités marocaines et espagnoles:

- Le droit à l'asile, principalement pour les soudanais, les sud soudanais et les tchadiens qui, à leur arrivée à Oujda déposent dans leur majorité une demande d'asile au bureau compétent du HCR. L'enregistrement de leur demande d'asile et la copie de la demande en leur disposition ne leur procure aucune protection au Maroc lorsqu'ils sont arrêtés par les autorités marocaines. Malgré que la responsable du HCR au Maroc a déclaré à plusieurs reprises que le demandeur d'asile bénéficie d'une protection contre l'arrestation abusive, la séquestration et le retour forcé.

Ces dernières n'hésitent pas, dans la plupart des cas, à saisir ou déchirer la copie de la demande, arrêter le demandeur d'asile et le refouler vers la frontière algérienne. Dès le début de l'année 2021, AMDH Nador avait dénoncé à plusieurs reprises ces pratiques illégales et a invité le HCR au Maroc à agir pour la protection des demandeurs d'asile et le respect des documents qu'elles produisent par les autorités. L'inaction du HCR Maroc et la poursuite des arrestations et refoulement massifs des soudanais, sud soudanais et tchadiens surtout à Oujda et Nador a renforcé le sentiment que ces documents ne servent à rien et a surtout encouragé la réorientation de la majorité de ces demandeurs d'asile vers la migration à travers la barrière entre Nador et Melilla.

Des demandeurs d'asile soudanais victimes de ces pratiques illégales étaient parmi ceux qui ont participé aux tentatives du 24 juin, mais aussi à celles des 2-3 et 8 mars 2022.

- Le droit au logement et d'hébergement digne d'un être humain. En effet, les autorités de Nador continuent d'interdire aux migrants de faciès noir toute possibilité de louer une maison à Nador et y vivre à l'instar des autres villes marocaines. Ainsi, elles les poussent,

indirectement à se concentrer dans des campements en forêt hiver et été dans des conditions inhumaines. L'histoire dramatique de Hapiness mère de 3 enfants, morts tous brûlés en janvier 2022 dans leurs abris en forêt, n'a pas fait bouger les autorités pour assurer ce droit au logement à tous les migrants, malgré la lettre adressée par AMDH Nador au Ministre de l'Intérieur marocain suite à ce drame.

Cette décision inhumaine, ségrégative et à connotation raciste ne concerne étrangement que les migrants de faciès noir (subsahariens, soudanais, sud soudanais et tchadiens) contraints à vivre en forêt, alors que les autres migrants à couleur blanche tels que les Syriens, Yéménites et Maghrébins sont tolérés à vivre dans des hôtels ou des maisons louées en ville.

- Le droit à la vie, violée par ces politiques migratoires meurtrières qui ont coûté la vie à 27 demandeurs d'asile sur un poste frontalier terrestre. Si ces politiques migratoires européennes espagnoles et marocaines ont toujours causé des morts sur les voies de migration en mer, c'est la première fois que ces mêmes politiques poussées à outrance soient meurtrières sur une barrière terrestre. Ce bilan peut s'alourdir plus avec le nombre de migrants portés disparus qui atteint 64 cas jusqu'au 20/7/2022 (voir annexes).

- Le droit à l'intégrité physique des demandeurs d'asile non pas lors des affrontements, mais surtout à la barrière par l'usage excessif et prémédité de la force contre des migrants qui ne constituaient aucun danger, ce qui a causé des dizaines de blessés graves.

- Le traitement cruel, inhumain et dégradant que l'appareil répressif marocain a fait subir aux migrants en les empilant l'un sur l'autre (blessés, morts, évanouis et épuisés) pendant des heures de violence et de maltraitance sous les yeux des autorités.

- Le refoulement à chaud de presque 100 demandeurs d'asile par les autorités espagnoles vers leurs homologues marocains au moment où les migrants subissaient le pire traitement des autorités marocaines.

- Le refoulement par bus vers l'intérieur du Maroc de centaines de migrants arrêtés sans leur distribuer ni à manger ni à boire y compris des dizaines de blessés qui nécessitaient leur transport à l'hôpital (en l'absence de staff médical sur place qui pouvaient mesurer la gravité des blessures, les éléments des forces auxiliaires et des gendarmes se chargeaient de sélectionner les blessés qui ont été embarqués dans les bus de refoulement et ceux qui ont été transportés à l'hôpital).

Les causes derrière le bilan très lourd en morts, blessés et disparus.

Loin de la version officielle des faits qui lie tous ces décès à l'écrasement des migrants lors de la bousculade et les chutes du haut des barrières, la vérité a été enregistré par plusieurs enregistrements vidéos, racontée par des dizaines de témoignages et constatées sur place par les membres d'AMDH Nador.

Tout d'abord, la version officielle s'arrête à demi chemin dans son explication et évite de s'interroger sur les raisons qui étaient derrière la bousculade et les chutes des migrants présentées comme seules causes de cette tragédie.

Les témoignages des migrants affirment qu'aucun migrant n'est mort suite à la chute du haut de la barrière. Durant les six dernières années, les tentatives qui ont connu des chutes du haut des grillages n'ont pas été mortelles, mais ont surtout des blessures qui peuvent être graves sans oublier que ces chutes étaient pour une grande partie causée par les violences des autorités ou suffocation suite à l'usage excessif de bombes fumigènes.

L'usage massif de gaz lacrymogène sur une zone étroite et encerclée, alors que les migrants tentaient d'ouvrir le portail et sauter la barrière a été la cause principale derrière les bousculades aggravées par le manque de vision et la chute de plusieurs migrants à terre.

Ce grand usage de gaz lacrymogène dans un espace encerclé et étroit est une première dans toute l'histoire de la migration à la frontière entre Melilla et Nador. Jamais les autorités n'ont utilisé autant de gaz même dans des tentatives plus importantes que celle du 24 juin (notamment celles du 2-3 et 8 mars derniers). Depuis 2014 lors des tentatives les plus importantes, l'usage de gaz lacrymogène n'a été constaté que dans de rares cas avec un usage exclusif dans des zones ouvertes.

En recourant à cet usage massif de gaz lacrymogènes contre des centaines de demandeurs d'asile entassés dans un milieu presque fermé, très étroit et encerclé, les autorités marocaines ignorait-elle que cette initiative pourrait causer des morts et des blessés !!

En l'occurrence, pourquoi les autorités marocaines ont procédé dès l'arrivée des migrants au poste frontalier à l'encerclement totale des demandeurs d'asile en ne leur offrant aucune possibilité de retrait vers les forêts de Gourougou. Sur la base de nos constatations sur place, AMDH Nador peut confirmer que si les autorités ont laissé des issues de battre en retraite, plusieurs migrants pouvaient rejoindre la forêt et éviter le bilan très lourd en morts et disparus. Comme ça a été toujours le cas dans toutes les anciennes tentatives pendant lesquelles les migrants qui ont échoué pouvaient revenir en forêt.

Six décisions graves prises par les autorités marocaines ont été derrière cette tragédie avec un bilan très lourd jamais enregistré de cette manière sur toutes les voies de migration sud vers l'Europe :

- Pourquoi les autorités ont tenu à attaquer presque quotidiennement les migrants même lorsqu'ils étaient dans les forêts plus loin à presque 20kms de Nador directement après la normalisation des relations maroco-espagnoles ?
- Pourquoi les autorités n'ont pas essayé de disperser les migrants avant d'arriver au poste frontalier de bario chino, lorsqu'ils étaient en route sur un itinéraire de 6 kms depuis la forêt d'Izenoudene vers la frontière ?

- Pourquoi dès l'arrivée des migrants au poste frontalier, les autorités ont mobilisé presque 2000 agents des différentes forces pour encercler en premier lieu les migrants et ne leur laisser aucune possibilité de battre en retraite et de revenir vers les forêts de Gourougou ?
- Pourquoi tout cet usage excessif de bombes fumigènes contre des centaines de migrants encerclés dans un lieu étroit et presque fermé ?
- Pourquoi les autorités ont commencé par transporter les morts par les ambulances de la protection civile, alors que les blessés sont restés des heures à terre sans aucun secours ?
- Pourquoi les autorités marocaines, mais aussi espagnoles n'ont mobilisé aucune équipe ni moyens de secours sur place pour secourir des dizaines de migrants qui agonisaient devant les yeux des autorités. Cette situation grave nécessitait des équipes médicales et non pas des centaines de militaires.

Il s'agit de décisions successives prises par les autorités marocaines pendant quelques jours seulement marquant un nouveau tournant dans la façon de pratiquer le rôle de gendarme que joue le Maroc directement après la normalisation des relations maroco-espagnoles et qui expliquent largement ce bilan très lourd en morts, blessés et disparus.

Les arrestations et les poursuites judiciaires.

Sur l'ensemble des demandeurs d'asile arrêtés le 24/6/2022, deux groupes de 65 migrants ont été poursuivis en justice. Le premier groupe formé de 36 demandeurs d'asile (voir liste en annexe) ont été déférés devant le tribunal de première instance le lundi 27 juin. Le Procureur du Roi a décidé de les poursuivre en état d'arrestation pour les délits suivants : insultes et violences à l'encontre d'agents d'autorité et forces de l'ordre lors de l'exercice de leurs fonctions, désobéissance, destruction des biens publics, atteinte à la sécurité publique, des personnes et des biens, détention d'armes blanches, coups et blessures à l'aide d'une arme, facilitation et organisation de la sortie d'un groupe d'étrangers de manière clandestine hors du territoire national et l'entrée et la sortie de manière clandestine du territoire nationale.

Soutenus par des avocats d'AMDH Nador et d'autres associations, ces accusés se sont présentés à distance à la séance du procès du 04 juillet qui a été reportée au 12 juillet puis au 18 juillet sur demande de la défense.

Le deuxième groupe (liste en annexe) est formé de 29 demandeurs d'asile dont un mineur qui ont été déférés devant le Procureur général et poursuivis pour des crimes : constitution d'une bande criminelle, et séquestration, incendie prémédité, menaces de meurtre, port d'armes capables de nuire, insultes et violences à l'encontre d'agents d'autorité et forces de l'ordre lors de l'exercice de leurs fonctions, désobéissance par attaques et résistance, accord collectif pour la facilitation et l'organisation de la sortie d'un groupe d'étrangers de manière clandestine hors du territoire national, résidence illégale au Maroc, destruction et détérioration et atteinte à l'ordre général et à la sécurité intérieure...

Soutenus par les mêmes avocats, leur premier procès a eu lieu à distance le 13 juillet et a été reporté au 27 juillet sur demande des avocats pour convoquer les 20 plaignants et préparer la défense. Tandis que le mineur au nom d'Ahmed Omar Al Bachir âgé de 16 ans a été libéré par le juge d'instruction le 5 juillet et récupéré immédiatement par une commission provinciale.

Au cours de cette procédure, AMDH Nador a pu relever des insuffisances graves qui pourraient entacher le procès qui ne pourra pas être juste et équitable en se basant exclusivement sur les procès-verbaux réalisés par copier- coller et dans des conditions très difficiles la nuit du 24- 25 juin pour 64 accusés qui ont été choisis parmi des centaines de migrants arrêtés.

Lors de la présentation des migrants devant le parquet le 27 juin portant tous des blessures, celui-ci a refusé la demande de la défense qui a demandé de savoir où, quand et comment les accusés ont été blessés. Des migrants au nombre de 3 présentaient encore ces blessures lors de la présentation des migrants aux procès du 04, 12 et 13 juillet.

D'autre part, les PV de la police et de la gendarmerie comportaient plusieurs fautes qui visent la nationalité soudanaise. Plusieurs migrants de nationalité yéménite ou sud- soudanaise ont été considérés comme des soudanais.

Conclusions

Si à travers la tragédie de Bario Chino, les politiques migratoires criminelles ont dépassé toutes les limites avec un bilan très lourd en morts, disparus, blessés et refoulés et un traitement cruel, inhumain et dégradant au pied d'une barrière érigée et financée pendant des années par l'argent européen, les tentatives d'étouffer ce scandale et de masquer les vrais responsables continuent d'agir par plusieurs moyens officiels de propagande au niveau national et régional.

En effet, jusqu'à présent du côté marocain comme du côté espagnol, les autorités s'échinent à ouvrir des enquêtes sérieuses et indépendantes pour déterminer les responsabilités et les rôles joués par toutes les parties.

Malgré les demandes répétées d'AMDH Nador, l'enquête judiciaire, les autopsies détaillées des cadavres et l'identification des morts n'ont toujours pas été réalisés, alors que la liste des portés disparus suite à cette tragédie ne cesse de s'élargir.

AMDH Nador exhorte tous les défenseurs des droits humains crédibles à réaliser l'ampleur de la tragédie et le poids des enjeux mis en place pour décriminaliser des politiques migratoires et blanchir le rôle des financements européens, pour plus de coordination et travailler ensemble afin de faire toute la lumière sur toutes les zones d'ombre de cette tragédie.

لائحة مؤقتة لطالبي اللجوء المفقودين على اثر فاجعة يوم الجمعة 2022/6/24 بالسياج الحدودي بين بنى انصار والناظور.

الرقم الترتيبي	الاسم الكامل	الجنسية	ملاحظات
01	قصي اسماعيل عبد القادر	سودانية	4 شهادات لمهاجرين اكدت وفاته بمعبر باريو شينو نتيجة العنف وعدم تقديم العناية الصحية اللازمة
02	مروان محي الدين	سودانية	
03	محمد عبد الله عبد الرحمان	سودانية	
04	جلال عبد الشكور	سودانية	
05	مصطفى ابري يحيى	سودانية	
06	محمد بغيوب عبد الرسول	سودانية	
07	مهند مأمون عيسى	سودانية	3 شهادات لمهاجرين اكدت وفاته بمعبر باريو شينو نتيجة الضرب على مستوى الرأس وعدم تقديم العناية الصحية اللازمة.
08	عبد الله عمر	سودانية	
09	مصطفى ابرار	سودانية	
10	الزبير مرسل	سودانية	
11	ابراهيم عثمان	سودانية	
12	عادل يوسف	سودانية	
13	مخمد علي	سودانية	
14	احمد المهدي	سودانية	
15	بكري صالح	سودانية	
16	خالد ابري	سودانية	
17	احمد الحاج	سودانية	
18	محمد هارون	سودانية	
19	نبيل ابري الملقب ب زميلا	سودانية	
20	احمد ادم	سودانية	
21	ابراهيم صديق	سودانية	
22	ياسر الياس	سودانية	
23	احمد التوم	سودانية	
24	ابراهيم التيجاني	السودان	
25	صالح كمال	السودان	
26	كور وليم الملقب ب جدو	جنوب السودان	
27	عادل عبد الرحمان	سودانية	
28	طارق ابراهيم	سودانية	
29	عبد الرزاق ابراهيم	سودانية	
30	يوسف عبد الله	سودانية	
31	عثمان عبد الرحيم	سودانية	
32	صدام احمد	سودانية	
33	حسن يوسف	سودانية	
34	ابانر صلاح	جنوب السودان	

35	عبد الله عمر	سودانية	
36	ابراهيم محمد	سودانية	
37	عمر احمد	سودانية	
38	فاروق صالح	سودانية	
39	عبد العزيز محمد	سودانية	
40	محمد صلاح	سودانية	
41	احمد محمد بن احمد	سودانية	
42	معتصم ادم عبد البشير	سودانية	
43	جلال عبد الشكور يحيى	سودانية	
44	السيد محمد ود انجلي	سودانية	
45	اسحاق عيسى	سودانية	
46	ابراهيم علي محمد	سودانية	
47	مهدي محمد	سودانية	
48	وارث امام	سودانية	
49	عبد الله عمر	سودانية	
50	بغداد حسين	سودانية	
51	والي الدين محمد علي	سودانية	
52	عبد الباسط محمد اسحاق	سودانية	
53	نصر الدين ابكر خميس	سودانية	
54	عبد الرحيم عبد اللطيف علي ابراهيم الملقب بحنين	سودانية	6 شهادات لمهاجرين اكدت وفاته بمعبر باريو شينو نتيجة الضرب المبرح وعدم تقديم العناية الصحية اللازمة
55	احمد بابكر محمد	سودانية	تأكد نقله الى مستشفى الناظور يوم 6/24.
56	بشارة ابراهيم ادريس	سودانية	
57	مازن دفع الله قالو	سودانية	
58	ادم خميس احمد	سودانية	
59	حامد يوسف	سودانية	
60	ابو بكر حسين	سودانية	
61	ابراهيم الحلو	سودانية	
62	سليمان ابكر هارون	سودانية	
63	ادم مصطفى حارن	سودانية	
64	عبد العزيز يعقوب الملعب ب انور	سودانية	3 شهادات لمهاجرين اكدت وفاته بمعبر باريو شينو نتيجة الضرب على مستوى الرأس وتركه ينزف لساعات دون تقديم العناية الصحية اللازمة.

لائحة المعتقلين المتابعين امام المحكمة الابتدائية بالناظور بعد فاجعة يوم 2022/6/24.

الرقم	الاسم الكامل	الجنسية	ملاحظات
01	ولي الدين عيسى يعقوب	سودانية	
02	مصطفى ابراهيم محمد	سودانية	
03	التيجاني ابو بكر محمد داود	سودانية	

	سودانية	محمد علي محمد عصمان	04
	سودانية	ياسر عثمان سليمان محمد	05
	سودانية	مصطفى صابر ادم كرامة	06
	تشادية	مصطفى هارين ادم	07
	سودانية	الحافظ مطر عبد الله	08
	تشادية	احمد حامد بن زكريا	09
في جلسة 7/4 كان يحمل ضمادة جراح على مستوى الرأس	تشادية	داوود حسن مسمنجر	10
	تشادية	بشير يحيى فيصل	11
	سودانية	صبحي منير ناصر محمد	12
	سودانية	محمد الضو احمد بن محمد	13
	سودانية	يوسف ادم يحيى	14
	سودانية	عبد العزيز سليمان حالي	15
	سودانية	صلاح الدين ادم بوخاري	16
في جلسة 7/4 كان يحمل ضمادة جراح على مستوى المرفق.	سودانية	علي عبد الرحمان البشاري	17
	سودانية	مدثر محمد ادم	18
	سودانية	ابراهيم ادم نيل	19
	سودانية	ابراهيم محمد عبد الله	20
	سودانية	احمد محمد ابراهيم	21
	سودانية	احمد مختار محمد	22
	سودانية	الياس عبد الله ادم	23
	سودانية	ايوب عبد الرحمان ادم	24
	سودانية	حسين ابراهيم	25
	سودانية	دفع الله فاكر يوسف النور	26
	سودانية	سليمان بكر هارون احمد	27
	سودانية	صحراوي احمد شريف	28
	سودانية	طه احمد جمعة رمضان	29
	سودانية	محمد ادم محمود	30
	سودانية	محمد الامين اسماعيل	31
	سودانية	محمد بشير محمد	32
	سودانية	مصطفى محمد علي	33
	سودانية	مؤيد محمد حمد الله	34
	سودانية	نصر الدين ادم يحيى	35
	سودانية	نور الدين علي عبد الرحمان	36

لائحة المعتقلين المتابعين امام محكمة الاستئناف بالناظور بعد فاجعة يوم 2022/6/24.

الرقم	الاسم الكامل	الجنسية	ملاحظات
01	محمد جابر ادم الدمك	تشادية	
02	صادق الشفيق موسى	سودانية	
03	نصر الدين ابكر خميس	سودانية	
04	بشير ادم حسن	سودانية	

	تشادية	ابو بكر عبد الله يعقوب	05
	سودانية	محمد هارون عبد الله	06
	سودانية	رضوان عمر ادم رمضان	07
	سودانية	مبارك هارون محمد	08
في جلسة 7/13 كان يحمل ضمادات جراح على مستوى الرأس.	جنوب سودانية	معتصم يعقوب جاد الله	09
	جنوب سودانية	محمد علي يوسف الغال	10
	سودانية	سعيد موسى احمد	11
	سودانية	محمد ابراهيم يعقوب	12
	سودانية	ايوب حسن ابراهيم	13
	تشادية	مصطفى هاري بن هاري	14
	سودانية	يعقوب محمد يعقوب	15
	سودانية	ناصر محمد ادم خميس	16
	سودانية	محمد صالح ابراهيم الراضي	17
	سودانية	اسحاق هارون محمد	18
	سودانية	مبارك ادم داوود	19
	سودانية	معتصم ادم البشير ادم	20
محضر الضابطة القضائية يشير الى الجنسية السودانية	يمنية	العبيد عوض محمد احمد	21
	سودانية	مصطفى صابر ادم	22
	سودانية	الحافظ مطر عبد الله	23
	سودانية	مصطفى ابراهيم محمد	24
	سودانية	محمد علي نور بن محمد	25
	سودانية	نصر الدين محمود ابوشنب	26
	سودانية	حمد محمد ارباب	27
	سودانية	عمر حسن عمر اسحاق	28